Beach et forment un groupe de libres-échangistes unionistes. Ils ne s'opposent pas à l'enquête, mais ne veulent pas admettre de droits protecteurs sur les denrées alimentaires. D'un autre côté, plus de cent unionistes, auxquels on a donné le surnom de " dear loafers ", ont formé une organisation favorable aux vues de M. Chamberlain, et décidée à l'appuyer énergiquement dans sa campagne.

Ce qui fait la force du secrétaire colonial en ce moment, c'est la parfaite entente qui règne entre lui et le premier ministre. Cette entente s'est manifestée avec éclat dernièrement à un déjeuner offert à M. Chamberlain par le Club constitutionnel, qui lui a présenté une adresse renfermée dans un coffret d'argent. M. Balfour assistait à ce déjeuner, et il a prononcé un discours dans lequel il a fait un chaleureux éloge de son vigoureux collègue, qui, suivant lui, " a fait plus qu'aucun autre homme d'Etat, vivant ou mort, pour l'idée de l'unité de l'empire." M. Chamberlain, à son tour, a déclaré que l'amitié entre M. Balfour et lui était tellement solide que rien ne saurait la briser, et que ce dernier était le seul premier ministre possible. L'alliance de ces deux hommes constitue une force incontestable.

Le *land bill* de M. Wyndham, que nous avions montré en danger dans notre dernière chronique, a franchi heureusement le défilé périlleux. Un amendement proposé par le secrétaire d'Etat pour l'Irlande, relativement au prix minimum du rachat des rentes par les tenanciers, a été accueilli comme un compromis heureux. John Redmond, le leader nationaliste, a déclaré que le bill était sauvé. Effectivement, le projet de loi a subi l'épreuve du comité général de la chambre, et tout fait prévoir qu'il va traverser sans encombre les dernières phases de sa prise en considération.

Le cabinet Balfour aura donc mené à bon terme deux des plus grandes mesures d'intérêt public qui aient été soumi-